

assumer ses responsabilités et intenter les poursuites qui s'imposent?

[Français]

M. Lalonde: Monsieur le président, la suggestion de l'honorable député ne mérite sûrement pas d'être retenue, pour la bonne raison qu'encore une fois c'est grâce au travail de mes inspecteurs dans la province de Québec et à l'enquête qui est en cours, qu'on a obtenu des résultats. Ce n'est plus le moment d'envoyer les enquêteurs maintenant; le travail a été accompli depuis deux ans avec la collaboration des forces policières concernées et des inspecteurs de mon ministère.

[Traduction]

LES MOTIFS DE L'ABSTENTION DU GOUVERNEMENT QUANT AUX POURSUITES JUDICIAIRES CONTRE LES CHAROIGNARDS AU QUÉBEC

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Une dernière question supplémentaire. Si le ministre nous dit que les révélations actuelles sont le fruit du travail accompli par son ministère, peut-être pourrait-il nous expliquer pourquoi il n'a pas lui-même porté d'accusations en vertu de la loi sur les aliments et les drogues.

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, c'est probablement la troisième fois que le député pose la même question. Il y a une réponse très simple et très claire: c'est qu'avant d'intenter des poursuites, il faut commencer par faire la preuve, si l'on ne veut pas intenter des poursuites qui soient rejetées par les tribunaux. C'est exactement ce qui a été fait depuis les derniers mois, et ce qui se déroule, à l'heure actuelle, devant la Commission d'enquête. J'ai moi-même communiqué avec le président de la Commission d'enquête. Il est tout à fait d'accord pour que nous laissions l'enquête se dérouler afin que la vérité se fasse, avant d'instituer quelque procédure que ce soit, qui risquerait d'être préjudiciable au déroulement de l'enquête en cours.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

LA BALANCE DÉFICITAIRE DANS LE COMMERCE DE PNEUS AVEC LES ÉTATS-UNIS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre des Finances une question se rapportant à celle que je lui ai posée hier au sujet des mises à pied à l'usine de la Firestone Rubber, à Whitby. Nous dirait-il si ces mises à pied sont attribuables à la réduction tarifaire qu'a faite le gouvernement canadien; de plus, sait-il que le déficit de la balance des paiements pour la vente et l'achat de pneus des États-Unis, qui s'élevait l'an dernier à environ 25 millions de dollars, est passée à 155 millions et, pour les deux premiers mois de cette année, à 24 millions de dollars. Autrement dit, si la tendance se maintient, nous allons avoir un déficit de plus de 150 millions de dollars. Quelles enquêtes sont effectuées

Questions orales

et que comptent faire le ministre et son collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce face à cette situation très grave?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, suite aux questions que le député a posées hier, j'ai demandé des renseignements. Or, comme il apporte ce matin de nouveaux éléments, je devrai consulter de nouveau le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Orlikow: Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce et du fait que les mises à pied de près de 300 personnes à Whitby ne sont pas les seules dans l'industrie, car il y en aura d'autres dans d'autres villes de l'Ontario, qui réduiront au chômage près de 2,000 personnes, le ministre voudrait-il, s'il ne l'a pas déjà fait, discuter de cette affaire avec son collègue? De plus, y a-t-il des pourparlers en cours avec les représentants de l'industrie du caoutchouc concernant les problèmes de plus en plus graves que pose le commerce du pneu et des chambres à air avec les États-Unis?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je crois savoir que des pourparlers ont eu lieu avec l'industrie, mais je voudrais savoir où en est toute l'affaire, après quoi, je me mettrai en rapport avec le député.

● (1120)

L'AMENUISMENT DES DÉBOUCHÉS NORD-AMÉRICAINS POUR LES PNEUS DE FABRICATION CANADIENNE—DEMANDE DE MESURES ÉNERGIQUES

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Le ministre aurait-il l'obligeance de discuter avec son collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, de la nécessité, de l'opportunité de rencontrer les représentants de l'industrie afin d'obtenir d'eux quelque assurance pour que les nouveaux investissements au Canada, ces prochaines années, soient au moins proportionnels à nos achats sur les marchés nord-américains, parce que, comme je l'ai déjà mentionné, il s'est produit, ces dernières années, une diminution considérable de notre part ainsi qu'une aggravation de la situation du monde industriel et des travailleurs?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Là-dessus aussi, je me souviens que des représentants des syndicats intéressés ont communiqué avec nous.

* * *

[Français]

LA CONSOMMATION

ON DEMANDE UNE ENQUÊTE SUR LA QUALITÉ DU BEURRE IMPORTÉ

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le ministre dit qu'il a fait enquête et continue de faire enquête sur le marché des viandes. Le ministre a-t-il songé à faire tenir une enquête sur la transformation et l'emballage du beurre importé, afin de protéger le consommateur contre la vente du beurre falsifié, pour savoir si réellement le consommateur mange du beurre pur à 50 p. 100, ou à 100 p. 100?